

PREFECTURE DES CÔTES-D'ARMOR

**ARRETE**  
**portant autorisation d'une installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**

DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
DB

*Le Préfet des Côtes d'Armor*  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
  - VU Le Code de l'Environnement ;
  - VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
  - VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
  - VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 modifié le 1<sup>er</sup> juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles de plus de 20 000 animaux-équivalents soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 de la nomenclature ;
  - VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
  - VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
  - VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 établissant le deuxième programme d'action à mettre en œuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
  - VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1981 autorisant la SCEA CORMAND à exploiter au HAUT-CORLAY au lieu-dit « Coët Rivoallan » (section ZI n° 2) un élevage avicole de 27 000 poulets de chair (soit 27 000 animaux-équivalents) ;
  - VU la demande présentée par la S.C.E.A. CORMAND sise à LE HAUT-CORLAY au lieu-dit « La Garenne Alisso » en vue de la régularisation administrative et la restructuration au lieu-dit « Coët Rivoallan » (section ZI n° 73) de l'élevage autorisé qui comprendra 35 100 poulets de chair (soit 35 100 animaux-équivalents) ou 10 125 dindes de chair (soit 30 375 animaux-équivalents), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
  - VU les plans et documents annexés à cette demande ;
  - VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
  - VU les délibérations des conseils municipaux de CORLAY (29 mars 2001), LA HARMOYE (27 mars 2001), LE HAUT-CORLAY (12 avril 2001), LE VIEUX-BOURG (21 mai 2001) ;
  - VU les avis émis par les différents services lors de la procédure d'autorisation ;
  - VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 12 août 2002 ;
  - VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 13 septembre 2002 ;
  - VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif pour l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne seront pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

**- ARRETE -**

**ARTICLE 1er -**

La S.C.E.A. CORMAND est autorisée à exploiter à LE HAUT-CORLAY au lieu-dit « Coet Rivoallan » (section ZI n° 73) conformément aux plans annexés à la demande, un élevage avicole de 31 500 poulets de chair de plus d'un jour en présence simultanée soit 35 100 animaux-équivalents (production annuelle de 231 660 poulets de chair) ou 10 125 dindes de chair de plus d'un jour en présence simultanée soit 30 375 animaux-équivalents (production annuelle de 28 350 dindes de chair), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions réglementaires et de celles définies dans les articles ci-après.

**ARTICLE 2 -**

L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié.

**Prescriptions particulières**

La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 1 350 m<sup>2</sup>.

Les eaux usées du lavage du poulailler, celles du bac de lavage du matériel d'élevage ainsi que celles du sas de décontamination seront collectées dans une fosse étanche correctement dimensionnée puis traitées – Les travaux concernant la fosse seront réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la date de l'arrêté d'autorisation.

Dans l'hypothèse d'un traitement par épandage, les eaux usées seront épandues en période de déficit hydrique. Tout écoulement direct d'eaux usées dans le milieu naturel est interdit.

**Prescriptions générales de sécurité :**

- Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

- L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

- L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

- Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

Rendre accessible chacun des bâtiments par une voie de 4 mètres de large au moins, utilisable en toute circonstance, et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m<sup>3</sup> conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie du HAUT-CORLAY pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de la S.C.E.A. CORMANJ.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la S.C.E.A. CORMANJ dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace celui délivré le 28 décembre 1981.

ARTICLE 8 -

**Délai et voie de recours** (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Maire du HAUT-CORLAY,

L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la S.C.E.A. CORMAND pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de CORLAY, LA HARMOYE, LE HAUT-CORLAY, ST BIHY, LE VIEUX-BOURG, CANIHUEL, ST GILLES-PLIGEAUX, ST MARTIN-DES-PRES pour information.

SAINT-BRIEUC, le 3 OCT. 2002  
LE PREFET,



  
Marie-Françoise HAYE-GUILLAUD